

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
DEPARTEMENT  
DES  
HAUTS DE SEINE  
-----

VILLE DE COURBEVOIE



9/13 rue Lambrechts  
92400 COURBEVOIE  
( : 01.47.88.52.76

**RAPPORT N°2018 050036**

Main courante relative à l'affaire  
N°2018003754

OBJET:

**Bilan de l'expérimentation et de l'usage  
des caméras individuelles par les agents de  
police municipale dans le cadre de leurs  
interventions (Décret N°2016-1861 du 23  
décembre 2016).**

IDENTITES:

Vu et transmis le 13/05/2018  
Directrice  
Eve LAMARCHE

Destinataires :

- Monsieur le Maire de Courbevoie  
- Archives de service

## RAPPORT D'INFORMATION

Le treize mai deux mille dix huit à dix heures vingt-cinq minutes,

Nous soussigné(s), Chef de service principal de 2ème classe de Police  
Municipale CASSE Raphael,

Agents de Police Judiciaire Adjointes dûment agréés et assermentés en  
résidence administrative à la Police Municipale de COURBEVOIE (92),

Vu l'Ordonnance n°2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative  
du Code de la sécurité intérieure,

Vu l'article L511-1 du Code de la sécurité intérieure,

Vu les articles L2212-1 et L2212-2 du Code général des collectivités  
territoriales,

Vu les articles 21, 21-2, 429, 537 et D15 du Code de procédure pénale,

Agissant en uniforme, munis des insignes apparents de notre qualité et  
conformément aux ordres reçus de notre hiérarchie, j'ai l'honneur de vous  
rendre compte des faits suivants :

Ce jour, à date et heure susmentionnées, conformément au décret  
n°2016-1861 du 23/12/2016 relatif au déploiement du dispositif des caméras  
piétons à titre d'expérimentation aux Polices Municipales, nous rédigeons ce  
présent rapport afin de transmettre au Ministère de l'Intérieur notre bilan et  
conclusion du dispositif mis en oeuvre au sein de la commune de  
Courbevoie.

Ce dispositif a été déployé au sein de la Police Municipale de Courbevoie le  
09/05/2017 et cadré par la note de service interne N°2017-09, cette note de  
service reprend les principales dispositions juridiques (Loi, Décret, arrêté  
préfectoral N°2017-195 du 12/04/2017, recommandations CNIL) et les  
conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les  
agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions.

Comme le précise l'article L. 241-1 du CSI visé par l'article 114 de la loi de  
2016, les caméras individuelles portées par les agents de police municipale de  
Courbevoie poursuivent trois types d'objectifs :

- la prévention des incidents au cours des interventions,
- le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de  
preuves, dans le cadre d'une procédure judiciaire,
- la formation et la pédagogie des agents de police municipale.

La Police Municipale de Courbevoie s'est dotée de 8 caméras piétons  
individuelles (Fournisseur Sentinel) et réparties au sein de l'ensemble des  
brigades (Total des effectifs : 60 policiers municipaux).

Brigade A : Caméra N° DSJ M9 28143

Brigade B : Caméra N° DSJ M9 28029

Brigade Ilots : Caméra N° DSJ M9 28097  
Brigade Sierra : Caméras N° DSJ M9 28061 et N° DSJ M9 28051  
Brigade de Nuit : Caméras N° DSJ M9 28007 et N° DSJ M9 28027  
Brigade fourrière/Direction : Caméra N° DSJ M9 28089

Le port et l'utilisation des caméras piétons est autorisé à l'ensemble des policiers municipaux en service, dûment agréés et assermentés, conformément au décret n°2016-1861 du 23/12/2016.

Une habilitation spécifique est délivrée aux administrateurs des caméras piétons, qui sont en charge de la visualisation des images et l'extraction des données, à savoir :

- Les Chefs de service de l'équipe de Direction
- Les chefs de brigade
- Les premiers adjoints aux chefs de Brigade

Sur la voie publique :

Les caméras sont portées de façon apparente (Harnais ou pince) par les agents et un signal visuel spécifique indique si la caméra enregistre.

Le déclenchement de l'enregistrement fait systématiquement l'objet d'une information préalable des personnes filmées et qu'elles disposent d'un droit d'accès.

L'agent doit, avant de mettre en fonction la caméra, réitérer son avertissement auprès des personnes tant qu'il n'est pas certain d'avoir été entendu ou compris de tous les protagonistes.

Le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ne s'applique pas au dispositif des caméras piétons.

Le droit d'accès aux données s'exerce de manière indirecte auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés dans les conditions prévues à l'article 41 de la même loi.

L'usage et la captation d'images par les caméras piétons est valide sur la voie publique ainsi que les lieux privés durant le temps des interventions de police.

Dans le cadre de la transmission d'écrits professionnels et procédures (Rapport de Mise à disposition, Procès verbaux, Rapport d'information Police Nationale/Maire), les agents intervenants mentionnent en complément, le cas échéant, que les interventions sont filmées avec précision du numéro de la caméra et modèle.

L'information générale du public sur l'emploi des caméras individuelles par la commune est délivrée sur le site internet de la commune ou, à défaut, par voie d'affichage en mairie.

Sauvegarde des données des caméras piétons :

Conformément à l'habilitation expresse, chaque Chef de brigade ou 1er adjoint, doit veiller à extraire quotidiennement les données, images, vidéos réalisées par les agents des brigades respectives.

Le responsable de l'extraction des caméras piétons, effectue un transfert des données, par connexion filaire usb crypté, directement sur le serveur sécurisé Police Municipale, en répartissant les données dans les onglets correspondants aux brigades respectives.

Les interventions sont classées par dates et horodatées.

Sont conservées prioritairement les données suivantes et filmées en intégralité :

- Mise à disposition
- Interventions conflictuelles
- Interventions sur sollicitation agent

L'ensemble des données non complètes (Prise de vue, cadrage, temps d'intervention...) et non utiles à un suivi de procédure ne sont pas sauvegardées.

Durée de sauvegarde des données :

6 mois, hors le cas où des enregistrements sont utilisés dans le cadre d'une procédure judiciaire. Un écrasement automatique des données est réalisé dès les délais écoulés.

Lorsque les données ont dans le délai de six mois été extraites et transmises pour les besoins d'une procédure judiciaire ou administrative, elles sont conservées selon les règles propres à chacune de ces procédures.

Extraction des données du serveur sécurisé Police Municipale :

Dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, ou dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des agents, peuvent être destinataires de tout ou partie des données et informations enregistrées dans les traitements :

1° Les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale (Réquisitions judiciaires).

2° Les agents des services d'inspection générale de l'Etat, dans les conditions prévues à l'article L. 513-1 du code de la sécurité intérieure;

3° Le maire

4° Les agents chargés de la formation des personnels

Consultation des données :

Les enregistrements ne peuvent être consultés qu'à l'issue de l'intervention et après leur transfert sur un support informatique sécurisé. Aucun système de transmission permettant de visionner les images à distance en temps réel ne peut être mis en oeuvre.

Chaque opération de consultation et d'extraction de données fait l'objet d'un enregistrement dans le traitement ou, à défaut, d'une consignation dans un registre spécialement ouvert à cet effet. Cette consignation comprend :

1° Le matricule, nom, prénom et grade des agents procédant à l'opération de consultation et d'extraction ;

2° La date et l'heure de la consultation et de l'extraction ainsi que le motif judiciaire, administratif, disciplinaire ou pédagogique ;

3° Le service ou l'unité destinataire des données ;

4° L'identification des enregistrements audiovisuels extraits et de la caméra dont ils sont issus.

Ces données sont conservées trois ans.

Bilan d'utilisation du dispositif.

Parmi les 6 brigades du service de Police Municipale et durant la phase d'expérimentation (Mai 2017 à Mai 2018), il est constaté que les caméras piétons sont régulièrement équipées et utilisées au quotidien sur la voie publique, notamment parmi les brigades suivantes :

- Direction
- Brigade de Nuit
- Brigade Ilots
- Brigade A

Les autres brigades du service ne sont pas coutumières de l'utilisation et de l'équipement systématique avant un départ sur voie publique :

- Brigade Sierra
- Brigade B (Service général)
- Brigade Fourrière

Dans le cadre d'une utilisation quotidienne et déploiement sur voie publique, il est constaté par les utilisateurs que le fait d'allumer la caméra piéton et l'avis oral auprès des usagers permet instantanément de diminuer fortement toute agressivité et ainsi mesurer les propos des différents interlocuteurs.

Cela permet également de désamorcer des situations conflictuelles et limiter ainsi les risques d'outrage à agent dépositaire de l'autorité publique.

La majorité des policiers municipaux de Courbevoie ont conscience que ce dispositif qui est mis en oeuvre, permet d'apporter aide et assistance durant les interventions de Police, une phase d'intervention calme et sereine peut basculer à tout moment en phase délicate, les images et le son peuvent servir de preuves face à des accusations, voire diffamation à l'encontre des policiers municipaux.

Depuis le déploiement des caméras piétons sur la commune de Courbevoie, de nombreuses interventions ont été filmées et sauvegardées selon la procédure réglementaire. Il est à noter que 2 extractions judiciaires, sur demande d'officier de police judiciaire, sont réalisées suite à intervention et délit constaté (Outrage et rébellion, violences volontaires).

Le déploiement et l'utilisation des caméras piétons est un élément de sécurité important, ayant un effet dissuasif et modérateur sur les mauvais comportements.

Les Policiers Municipaux qui travaillent régulièrement avec ce dispositif se sentent rassurés et plus serein au quotidien car cela est une garantie de bonne intervention, pour le fonctionnaire comme pour le citoyen.

Le service de Police Municipale de Courbevoie reste convaincu par l'utilisation et déploiement au quotidien de ce dispositif novateur, qui après la phase d'expérimentation et en attente des nouvelles mesures complémentaires, sera déployé à l'ensemble des brigades du service.

En conséquence, nous avons rédigé le présent rapport à toutes fins que vous jugerez utiles.

Fait et clos à COURBEVOIE, le treize mai deux mille dix huit.

Le rédacteur

Les assistants